

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires sociales, le 2 août 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants", a donné le 5 août 1993 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 2 augustus 1993 door de Minister van Sociale Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd", heeft op 5 augustus 1993 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATION PREALABLE.

Fondé sur l'article 22 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, l'arrêté en projet doit, conformément à cette disposition, faire l'objet d'une délibération en Conseil des Ministres.

En sa séance du 29 juillet 1993, le Conseil des Ministres a délibéré à propos du projet d'arrêté, dans les termes suivants :

"A condition d'y insérer une disposition réglant la procédure de transmission des données sous la surveillance de la Banque-Carrefour, le projet peut, après avis urgent du Conseil d'Etat, être soumis à la signature du Chef de l'Etat".

Le texte soumis à la section de législation ne comporte pas de disposition ayant l'objet indiqué par le Conseil des Ministres.

On ne peut donc considérer que le Conseil des Ministres a marqué son accord sur le texte soumis à la section de législation.

Or, un tel accord est requis : en effet, "lorsqu'une disposition légale ... soumet des décisions prises en une matière déterminée à la délibération préalable du

.../...

Conseil des Ministres, l'absence d'accord de celui-ci rend la décision illégale" (1).

C'est sous cette réserve que le Conseil d'Etat, section de législation, émet son avis. Il croit utile de rappeler que, lorsque la disposition exigée par le Conseil des Ministres aura été ajoutée, il devra à nouveau être consulté, à moins que, pour cette disposition, l'urgence ne soit visée et spécialement motivée.

II. OBSERVATION GENERALE.

En plusieurs de ses dispositions, l'arrêté en projet prévoit que les données qu'il détermine doivent être communiquées, selon le cas, par les caisses d'assurances sociales ou par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, aux organismes assureurs visés par la loi précitée du 9 août 1963.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, deux hypothèses peuvent se présenter : soit la Caisse d'assurance sociale ou l'I.N.A.S.T.I. communique les données à l'organisme assureur sans passer par l'intermédiaire du titulaire, soit il transmet les données au titulaire, à qui il incombe de les adresser à l'organisme assureur.

(1) Conclusions de Monsieur J. VELU, alors avocat général à la Cour de cassation, avant Cass., 10 avril 1987, A.P.T., 1987, p. 296.

Le texte en projet ne mentionne et ne règle pas assez clairement la seconde hypothèse indiquée. Il doit être revu en conséquence.

III. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

INTITULE.

1. L'intitulé de la loi du 9 août 1963 visée à l'alinéa 1er du préambule a été remplacé par l'article 1er de la loi du 15 février 1993 portant réforme de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Le nouvel intitulé résultant de cette modification est celui que mentionne le préambule mais il conviendrait, selon l'usage, d'en faire apparaître l'origine et donc d'insérer les mots "modifiée par la loi du 15 février 1993," dans l'alinéa 1er du préambule, entre les mots "un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités," et les mots "notamment l'article 22, alinéa 1er, 1°".

2. L'occasion pourrait être mise à profit pour assurer la concordance entre l'intitulé de l'arrêté royal du 30 juillet 1964, que le projet a pour objet de modifier, et le nouvel intitulé de la loi du 9 août 1963, qu'il cite, afin de tenir compte de son remplacement par la loi du 15 février 1993 précitée.

.../...

Une disposition supplémentaire, ainsi rédigée, pourrait à cet effet être insérée au début du projet :

"Article 1er. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants, les mots "contre la maladie et l'invalidité" sont remplacés par les mots "soins de santé et indemnités".

Au début de la disposition suivante, soit l'actuel article 1er, l'on écrirait alors :

"L'article 7 du même arrêté, modifié par ... (la suite comme au projet)".

PREAMBULE.

1. A l'alinéa 1er, il n'y a pas lieu de viser l'article 134 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, puisque cette disposition ne fonde pas l'arrêté en projet.

.../...

2. L'usage est de ne pas rappeler les modifications antérieures qui ne sont plus en vigueur parce que privées d'objet par d'autres modifications subséquentes.

Il convient par conséquent, de rédiger l'alinéa 2 du préambule comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants, notamment l'article 7, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1967, 18 juillet 1989 et 28 mai 1991, l'article 8, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1967 et 15 décembre 1978, l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1967, l'article 12, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1967, l'article 25, § 2, modifié par l'arrêté royal du 18 juillet 1989, l'article 27, modifié par l'arrêté royal du 28 mai 1991 et l'article 32, § 5, alinéa 1er, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1967;".

La même observation vaut pour les phrases liminaires des articles 5 et 6 (devenant 6 et 7); quant à la phrase liminaire de l'article 7 (devenant 8), il est inutile de rappeler les modifications autres que celles apportées à l'article 32, § 5, alinéa 1er, que cette disposition tend à remplacer.

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er (devenant l'article 2).

A l'alinéa 1er en projet, de l'accord du fonctionnaire délégué, le mot "bénéficiaire" doit être remplacé par le mot "titulaire".

En outre, dans le texte néerlandais, il faudrait écrire : "met toepassing van" au lieu de "bij toepassing van". La même observation vaut pour l'alinéa 2, en projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2 (devenant l'article 3).

Le texte néerlandais de l'article 8, alinéa 1er, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 3 (devenant l'article 4).

Le texte néerlandais de l'article 11, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4 (devenant l'article 5).

Le texte néerlandais de l'article 12, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 6).

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, première phrase, du paragraphe 2, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 2, première phrase du paragraphe 2, en projet, de l'accord du fonctionnaire délégué, les mots "en vertu de l'article 11" devraient être insérés entre les mots "la Caisse d'assurances sociales" et les mots "tient lieu de preuve".

.../...

Article 6 (devenant l'article 7).

Le texte néerlandais de l'article 27, en projet, in fine, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7 (devenant l'article 8).

Pour la raison indiquée dans l'observation 2 relative au préambule, la phrase liminaire de l'article devrait être rédigée comme suit :

"L'article 32, § 5, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1967, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 8 (devenant l'article 9).

L'effet rétroactif donné à l'arrêté en projet ne peut être admis qu'à la condition que des mesures soient prises pour qu'il ne puisse porter atteinte à des droits acquis.

.../...

IV. OBSERVATIONS FINALES.

1. Lorsqu'un article est remplacé intégralement, il est d'usage de faire précéder le texte nouveau par la mention "Article ...".

2. Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites dans le présent avis.

I. VOORAFGAANDE OPMERKING.

Aangezien het ontworpen besluit gegrond is op artikel 22 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, moet over het besluit, overeenkomstig deze bepaling, in de Ministerraad overleg worden gepleegd.

De Ministerraad heeft in zijn vergadering van 29 juli 1993 over het ontworpen besluit overleg gepleegd in de volgende bewoordingen :

"A condition d'y insérer une disposition réglant la procédure de transmission des données sous la surveillance de la Banque-Carrefour, le projet peut, après avis urgent du Conseil d'Etat, être soumis à la signature du Chef de l'Etat".

De aan de afdeling wetgeving voorgelegde tekst bevat geen bepaling die het door de Ministerraad aangegeven oogmerk heeft.

Er kan dus niet van uit worden gegaan dat de Ministerraad zijn goedkeuring heeft verleend voor de aan de afdeling wetgeving voorgelegde tekst.

Een zodanige goedkeuring is evenwel vereist op de volgende grond : "lorsqu'une disposition légale ... soumet des décisions prises en une matière déterminée à la dé-

.../...

libération préalable du Conseil des Ministres, l'absence d'accord de celui-ci rend la décision illégale" (2).

Onder dit voorbehoud is het dat de Raad van State, afdeling wetgeving, zijn advies uitbrengt. De Raad acht het nuttig eraan te herinneren dat, wanneer de door de Minister-raad vereiste bepaling toegevoegd zal zijn, hij opnieuw zal moeten worden geraadpleegd, tenzij voor die bepaling de dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd en met bijzondere redenen wordt omkleed.

II. ALGEMENE OPMERKING.

Verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit schrijven voor dat de gegevens die erin worden vastgesteld, naar gelang van het geval door de sociale verzekeringskassen of door het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen moeten worden medegedeeld aan de verzekeringsinstellingen bedoeld in de voormelde wet van 9 augustus 1963.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar kunnen zich twee gevallen voordoen : ofwel deelt de Sociale verzekeringskas of het R.I.S.V.Z. de gegevens mee aan de verzekeringsinstelling zonder tussenkomst van de gerechtigde, ofwel zenden zij de gegevens toe aan de gerechtigde die ertoe gehouden is ze naar de verzekeringsinstelling te sturen.

(2) Conclusie van de heer J. VELU, indertijd advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie, vóór Cass;, 10 april 1987, A.P.T., 1987, blz. 296.

De tweede geboden mogelijkheid wordt in de ontworpen tekst niet duidelijk genoeg vermeld en geregeld. De tekst moet derhalve worden herzien.

III. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

OPSCHRIFT.

1. Het opschrift van de wet van 9 augustus 1963 genoemd in het eerste lid van de aanhef is vervangen bij artikel 1 van de wet van 15 februari 1993 tot hervorming van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

In de aanhef wordt het nieuwe opschrift dat voortvloeit uit die wijziging vermeld, maar het is dienstig om, zoals gebruikelijk is, de oorsprong ervan te doen blijken, en dus in het eerste lid van de aanhef tussen de woorden "een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen" en de woorden "inzonderheid op artikel 22, eerste lid, 1^o" de woorden "gewijzigd bij de wet van 15 februari 1993" in te voegen.

2. De gelegenheid zou kunnen worden benut om het opschrift van het koninklijk besluit van 30 juli 1964, van welk besluit het ontwerp de wijziging beoogt, in overeenstemming te brengen met het nieuwe opschrift van de wet van 9 augustus 1963, dat in het ontwerp wordt vermeld, opdat in

.../...

acht wordt genomen dat het opschrift bij de voormelde wet van 15 februari 1993 vervangen is.

Daartoe zou aan het begin van het ontwerp een aanvullende bepaling kunnen worden ingevoegd, luidende :

"Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd, worden de woorden "ziekte- en invaliditeitsverzekering" vervangen door de woorden "verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen".

Aan het begin van de volgende bepaling, het huidige artikel 1, schrijve men derhalve :

"Artikel 7 van datzelfde besluit, gewijzigd bij ... wordt vervangen als volgt :".

AANHEF.

1. In het eerste lid is er geen reden om te verwijzen naar artikel 134 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, aangezien het ontworpen besluit niet op die bepaling steunt.

.../...

2. Het is gebruikelijk de vroegere wijzigingen die niet meer van kracht zijn omdat zij door latere wijzigingen doelloos zijn geworden, niet te memoreren.

Bijgevolg behoort het tweede lid van de aanhef te worden gesteld als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1967, 18 juli 1989 en 28 mei 1991, op artikel 8, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1967 en 15 december 1978, op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1967, op artikel 12, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1967, op artikel 25, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1989, op artikel 27, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 mei 1991 en op artikel 32, § 5, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1967;".

Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zinnen van de artikelen 5 en 6 (die 6 en 7 worden); voor de inleidende zin van artikel 7 (dat artikel 8 wordt) is het onnodig andere wijzigingen te herhalen dan die welke zijn aangebracht in artikel 32, § 5, eerste lid, waarvan die bepaling de vervanging beoogt.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

In de Franse tekst van het ontworpen eerste lid behoort het woord "bénéficiaire" te worden vervangen door het woord "titulaire". De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Voorts schrijve men in de Nederlandse tekst "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen tweede lid.

In het ontworpen tweede lid schrijve men "binnen vier maanden" in plaats van "binnen de vier maanden". Een soortgelijke opmerking geldt voor het derde lid.

In het ontworpen derde lid schrijve men : "... het laatste kwartaal waarin het voormelde koninklijk besluit nr. 38 van 28 juli 1967 op hem toepasselijk was".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 8, eerste lid, aldus te stellen :

"Voor de in artikel 3, 2°, bedoelde zelfstandigen blijkt dat zij gerechtigden zijn uit de omstandigheid dat het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen hen als zodanig heeft aangegeven aan hun verzekeringsinstelling".

.../...

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

In het ontworpen artikel 11 schrijve men :

"Wanneer een gerechtigde met toepassing van ... heeft verkregen, wordt dit gegeven uitdrukkelijk vermeld als één van de gegevens die ... meegedeeld".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 12 aldus te stellen :

"De Ministers bevoegd voor Middenstand en Sociale Zaken stellen ... worden opgemaakt en overgezonden en stellen tevens ... worden overgezonden".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Het zou beter zijn in het eerste lid, eerste volzin, van de ontworpen paragraaf 2 te schrijven :

"§ 2. De personen die gedurende de zes maanden voordat zij de voornoemde hoedanigheid van gerechtigde verkregen, niet vielen onder de voorzieningen van een Belgische regeling van verzekering voor geneeskundige verzorging, van een ziekteverzekeringsregeling van een EEG-lidstaat of van een land waarmee België een sociale-zekerheidsakkoord, hierin begrepen de sector geneeskundige verzorging, heeft gesloten omtrent het samentellen van

.../...

de ... of die geen rechthebbenden waren krachtens de rechtspositieregeling van een in België gevestigde instelling naar Europees of ... recht, kunnen pas aanspraak maken op de verstrekkingen bedoeld in ... na een wachttijd van zes maanden".

In het tweede lid, eerste zin, van de ontworpen paragraaf 2, zouden de woorden "krachtens artikel 11" moeten worden ingevoegd tussen de woorden "sociale verzekeringskas" en de woorden "hieromtrent als bewijs". De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Aan het slot van het ontworpen artikel 27 behoort te worden geschreven :

"... blijkt dat zij nog steeds de hoedanigheid van gerechtigde bezitten".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

Om de reden aangegeven in de tweede opmerking bij de aanhef, behoort de inleidende zin van het artikel te worden gesteld als volgt :

"Artikel 32, § 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1967, wordt vervangen als volgt :".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

Aan het ontworpen besluit wordt terugwerkende kracht verleend, wat alleen kan worden gedoogd als maatregelen worden genomen opdat die terugwerkende kracht geen verkregen rechten kan schaden.

IV. SLOTOPMERKINGEN.

1. Wanneer een artikel volledig wordt vervangen, is het gebruikelijk dat de nieuwe tekst wordt voorafgegaan door de vermelding "Artikel ...".

2. De Nederlandse tekst van een aantal bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

J.-C. GEUS,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : Ch. NOTEBAERT,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Ch. NOTEBAERT.

P. TAPIE.